ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

opérations extérieures

Question au Gouvernement n° 4164

Texte de la question

ACTION MILITAIRE CONTRE DAECH

M. le président. La parole est à Mme Patricia Adam, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

Mme Patricia Adam. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Nous combattons l'ennemi terroriste là où il se trouve, à l'extérieur comme à l'intérieur de nos frontières. La menace est protéiforme et le combat est dur. Je veux donc saluer ici très solennellement, en tant que présidente de la commission de la défense et des forces armées et au nom de l'ensemble de mes collègues, à l'heure où nous déplorons à nouveau trois morts parmi nos forces, le professionnalisme et le courage de nos soldats et de leurs chefs. *(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Je le pense, nous le pensons : ce combat, nous allons le gagner. Notre stratégie militaire, tout comme celle de nos services de renseignement, est claire : nous éradiquerons l'ennemi afin qu'il ne dispose plus de l'initiative sur le terrain. Nous l'éradiquerons au cœur de son dispositif, là où il conçoit ses opérations contre nous et jusque sur notre territoire national. C'est le sens de l'engagement de nos forces au Sahel, en Irak, en Syrie, et aussi en Libye.

Nous vaincrons l'ennemi car nous nous en donnons les moyens, en augmentant à la fois le budget de la défense et nos effectifs. Nous le vaincrons, enfin, car le cadre de notre action au sein de la coalition est clair et légitime. La France, nous le savons, n'a pas ménagé ses efforts pour faire converger les actions militaires de chacun autour d'un dénominateur commun : l'élimination de Daech.

C'est l'objet du déplacement des ministres de la défense et des affaires étrangères en ce moment même à Washington. Nous auditionnerons d'ailleurs M. Le Drian sur ce point la semaine prochaine.

Pourriez-vous, monsieur le Premier ministre, nous indiquer d'ores et déjà…

M. le président. Merci madame. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Madame la présidente Patricia Adam, comme le président de l'Assemblée nationale et vous-même l'avez rappelé, trois militaires français sont morts en Libye, dans un accident d'hélicoptère, alors qu'ils étaient en mission de renseignement. Je tiens à mon tour à saluer leur mémoire et leur courage et j'exprime, au nom du Gouvernement, la gratitude de la France et nos sincères condoléances à leurs familles. Il faut rappeler le sacrifice de ces soldats qui portent nos couleurs et nos valeurs au Sahel, au Levant et en Libye.

La Libye, vous le savez, connaît une instabilité dangereuse depuis plusieurs années. Nous soutenons le conseil présidentiel du Premier ministre Sarraj. Avec nos partenaires, nous avons fait évoluer le mandat de la mission européenne Sophia en Méditerranée afin de lutter contre les trafics d'armes et afin de former les garde-côtes libyens. En ce moment même, nous menons, c'est vrai, des opérations périlleuses de renseignement en Libye. Nous prenons ainsi toutes nos responsabilités pour protéger les Français car nous savons quelles sont les conséquences de la déstabilisation de la Libye. Nous prenons l'ensemble des mesures qui nous semblent appropriées, notamment pour être renseignés face à cette menace au large de nos côtes méditerranéennes.

Nous prenons également nos responsabilités en annonçant, comme l'a fait le Président de la République, que la France intensifiera aussi ses interventions au Levant, où Daech recule sur l'ensemble des fronts. Le tempo, l'agenda des opérations contre les djihadistes s'accélère depuis plusieurs semaines déjà. En Irak, la ville de Fallouja est libérée, notamment grâce à l'action des forces irakiennes, dont nous formons les troupes d'élite, et à l'appui aérien significatif que nous avons apporté. À Kayara, à moins de soixante kilomètres de Mossoul, la base aérienne de Daech est tombée la semaine dernière. En Syrie, à Manbij, les Kurdes et leurs alliés arabes resserrent lentement l'encerclement des combattants de Daech vers le centre de la ville avec le soutien de la coalition.

Notre participation à cet effort est significative. Comme je le rappelais hier, plus de 780 frappes aériennes ont été effectuées par la France depuis le 19 septembre 2014. Nous formons environs un tiers de la force d'élite antiterroriste irakienne et notre dispositif de forces spéciales au Kurdistan est également particulièrement efficace sur le terrain, en soutien des peshmergas.

Madame la présidente, le ministre de la défense vous apportera sans nul doute des informations et des renseignements dans les prochains jours. La réunion de Washington est en effet importante car la France rappellera à chacun des partenaires de la coalition, à chacun des acteurs des coalitions qui existent sur le terrain, que tout doit être fait pour éradiquer l'État islamique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et quelques bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.)*

Données clés

Auteur : Mme Patricia Adam
Circonscription : Finistère (2e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 4164
Rubrique : Défense
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 21 juillet 2016
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 21 juillet 2016